

Une région moins exposée, mais les fragilités se cumulent au nord et à l'est

Insee Flash Pays de la Loire • n° 164 • Septembre 2026



En 2022, en France, 11 % des personnes entre 18 et 64 ans ne maîtrisent pas les fondamentaux à l'écrit ou en calcul alors qu'ils ont été scolarisés en France. Certaines caractéristiques permettent d'identifier les populations à risque à l'échelle des territoires, sans toutefois qu'elles soient nécessairement en situation avérée d'illettrisme. Notamment, les difficultés diminuent à mesure que le niveau de diplôme augmente. Dans les Pays de la Loire, avec 9,0 % d'habitants non-diplômés contre 10,4 % en France, les habitants sont à priori moins exposés, contrairement à d'autres régions. Toutefois, certaines intercommunalités au nord et à l'est de la région cumulent des fragilités. À l'inverse, les habitants des zones urbaines sont à priori moins exposés, mais davantage de personnes pourraient être concernées.

En partenariat avec :



En France, en 2022, 11 % des personnes de 18 à 64 ans éprouvent de fortes difficultés à l'écrit ou en calcul. Niveau de diplôme, scolarisation et âge jouent un rôle important face aux situations d'illettrisme [Bernert ; 2024]. En effet, 38 % des personnes sans diplôme rencontrent des difficultés, contre 3 % des diplômés du supérieur, qui disposent d'une meilleure maîtrise des compétences de base. Dans une moindre mesure, démarrer sa scolarité à l'étranger augmente les risques face à l'illettrisme, avec 18 % des personnes concernées en difficulté. Enfin, les personnes de 50 à 64 ans sont un peu plus confrontées à des difficultés à l'écrit ou en calcul : 13 % sont concernées, davantage que les plus jeunes. En effet, les générations les plus anciennes ont eu des scolarités plus courtes et sont moins diplômées que les plus jeunes et peuvent être confrontées à un phénomène d'oubli progressif.

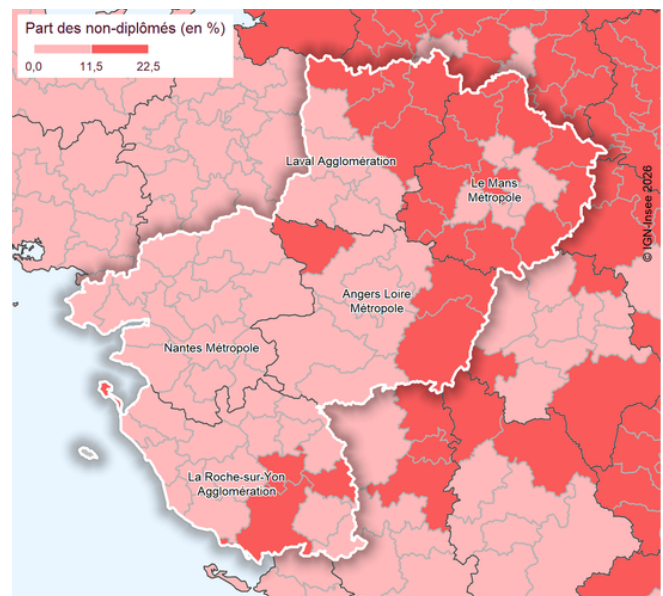
Ces difficultés à l'écrit ou en calcul engendrent des obstacles dans la vie courante, freinent l'accès à certains services et aux démarches administratives. Prévenir et agir contre l'illettrisme constitue ainsi un enjeu notamment pour l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi. Connaître les populations a priori concernées, permet de mieux cibler les actions.

Les Ligériens à priori un peu moins exposés que les Français

Dans les Pays de la Loire, les personnes potentiellement concernées par les risques identifiés face à l'illettrisme sont moins présentes qu'en France, et nettement moins que dans d'autres

régions ► **méthode**. En 2022, dans la région, 173 670 habitants, soit 9,0 % de la population, sont non-diplômés, contre 10,4 % en France. En effet, dans les Pays de la Loire, le décrochage scolaire des jeunes est plus faible. En 2019, 5,9 % des jeunes âgés de 14 à 24 ans arrêtent leurs études avant d'avoir un diplôme, contre 6,7 % en France métropolitaine [Hervy ; 2023]. Pour autant, les Ligériens suivent des études plus courtes : 34,8 % d'entre eux ont un CAP, un BEP ou le brevet, contre 32,0 % en France. Par ailleurs, 36,7 % de la population est âgée de 50 à 64 ans, une tranche d'âge plus vulnérable.

► 1. Part des personnes non-diplômées par intercommunalité en 2022 dans les Pays de la Loire



Note : Les informations ne sont pas représentées pour l'Île-d'Yeu, qui n'appartient à aucun EPCI.

Lecture : En 2022, à Angers Loire Métropole, 8,4 % des personnes sont non-diplômées.

Champ : Personnes âgées de 18 à 64 ans, non scolarisées pour l'année en cours, non immigrées ou immigrées arrivées en France avant l'âge de 16 ans.

Source : Insee, Recensement de la population 2022.

Le nord et l'est de la région cumulent les fragilités, particulièrement dans le rural autonome

Le nord et l'est de la région cumulent les risques au regard de l'illettrisme. En particulier, 12,4 % des Sarthois sont sans diplôme, deux fois plus qu'en Loire-Atlantique (6,6 %). Ils sont également plus présents en Mayenne (10,9 %) et en Maine-et-Loire (10,4 %), quand la Vendée est dans la moyenne régionale (9,2 %).

Ces fragilités se concentrent au sein des territoires ruraux autonomes ► **encadré**, notamment dans les communautés de communes du Bocage Mayennais, des Coëvrons et du Pays Sabolien. Ainsi, dans ces territoires, 36 340 habitants n'ont pas de diplôme, soit 12,5 % de la population ► **figure 1**. Par ailleurs, 115 290 habitants y ont des diplômes inférieurs au bac, soit 39,8 % de la population. Le décrochage scolaire y est également plus présent.

Avoir démarré sa scolarité à l'étranger est aussi un facteur de risque plus présent dans les intercommunalités du rural autonome. En effet, les communautés de communes du Pays Sabolien, des Coëvrons et du Bocage Mayennais ont une part de personnes arrivées en cours de scolarité élevée. Enfin, 39,2 % des habitants sont âgés de 50 à 64 ans, population plus exposée, contre 36,7 % dans la région.

Une moindre exposition aux risques dans les zones urbaines, mais davantage de personnes concernées

Bien que les habitants des intercommunalités urbaines ► **encadré** de la région soient globalement plus diplômés et plus jeunes, le nombre d'habitants potentiellement à risque face à l'illettrisme est plus élevé. En effet, 69 560 habitants n'y ont pas de diplôme (soit 8 % de la population), et 225 470 y sont peu diplômés (26 %).

Par ailleurs, 298 410 Ligériens sont âgés de 50 à 64 ans, soit 34,6 % des habitants.

La part d'habitants ayant démarré leur scolarité à l'étranger est également plus élevée, notamment au Mans Métropole, dont la part des personnes arrivées en France en cours de scolarité est la plus élevée de la région.

Littoral et rural sous influence urbaine : des fragilités moins présentes, mais plus spécifiques

Sur le littoral ► **encadré**, les fragilités sont moins présentes. En particulier, 9 % des personnes sont non-diplômées, comme au niveau régional. Néanmoins, les personnes âgées de 50 à 64 ans sont plus nombreuses, en particulier en Vendée.

Dans les intercommunalités rurales sous influence urbaine ► **encadré**, la part des personnes non ou peu diplômées est proche de la moyenne régionale. Toutefois, quelques intercommunalités sont plus concernées par les risques face à l'illettrisme, principalement en Maine-et-Loire et dans la Sarthe (notamment dans la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire et dans la Communauté de communes Haute Sarthe Alpes Mancelles). ●

Isabelle Delhomme (Insee)



Retrouvez davantage de données associées à cette publication sur [insee.fr](https://www.insee.fr).

Insee Pays de la Loire
105 rue des Français Libres
BP 67401
44274 NANTES
Cedex 2

Directeur de la publication
Romain Lesur
Rédactrice en chef
Ophélie Kaiser

Maquette
Audrey Marin-Pache
www.insee.fr
Insee Pays de la Loire

ISSN 2275 – 9808
© Insee Pays de la Loire

Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur.



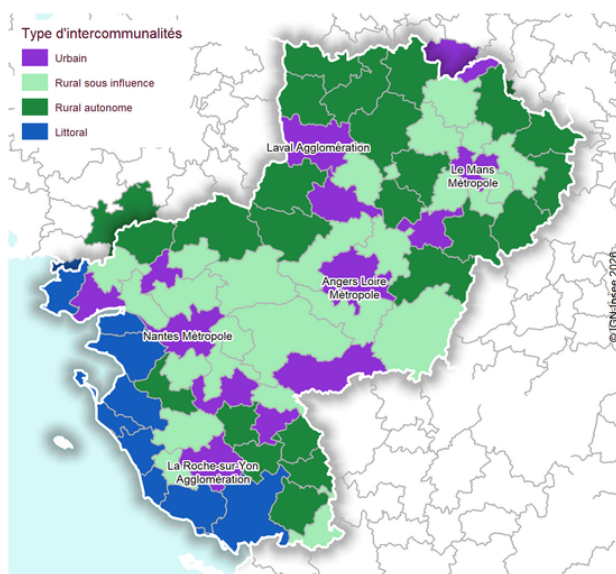
Insee

► Encadré – Une répartition des intercommunalités selon la grille de densité

La grille communale de densité classe les communes en fonction du nombre d'habitants et de la répartition de ces habitants sur le territoire [Bauer, 2023]. Dans cette étude, une intercommunalité est :

- **littorale** si elle a une façade sur l'Atlantique, exceptée la communauté d'agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire qui est majoritairement urbaine.
- **urbaine** si plus de 50 % de sa population réside dans une ou plusieurs communes urbaines.
- **rurale sous influence urbaine** si plus de 50 % de sa population réside dans des communes rurales sous influence urbaine.
- **rurale autonome** dans les autres cas : ni urbaine, ni littorale, et moins de 50 % de la population vit dans des communes rurales sous influence urbaine.

► Répartition des intercommunalités des Pays de la Loire selon leur type



Note : Les informations ne sont pas représentées pour l'Île-d'Yeu, qui n'appartient à aucun EPCI.

Source : Insee, recensement de la population 2019.

► Méthode

En l'absence de mesure locale des difficultés de la population à l'écrit ou en calcul, disposer d'autres indicateurs (absence ou faible niveau de diplôme, début de scolarité à l'étranger, part élevée de 50-64 ans), identifiés comme des risques potentiels, est nécessaire pour prévenir et agir contre l'illettrisme.

Dans cette étude, les personnes sont âgées de 18 à 64 ans, non scolarisées pour l'année en cours, non-immigrées ou immigrées arrivées en France avant l'âge de 16 ans.

► Pour en savoir plus

- **Bernert E.**, « Illettrisme et innumérisme : 1 adulte sur 10 en forte difficulté », Les Dossiers de l'Observatoire de l'illettrisme et de l'illectronisme, ANLCI, septembre 2024.
https://www.anlci.gouv.fr/app/uploads/2024/09/ANLCI-Nouvelle-photographie_06-09-24_web.pdf
- **Bentoudja L., Murat F.**, « En 2022, un adulte sur dix rencontre des difficultés à l'écrit », Insee Première n° 1993, avril 2024
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/8177068>
- **Hervy C., Kaiser O.**, « Un décrochage scolaire régional très localisé », Insee Analyses Pays de la Loire n° 113, mars 2023.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6959357>